

Expressions

Numéro 51 - septembre 2011 - 1 euro

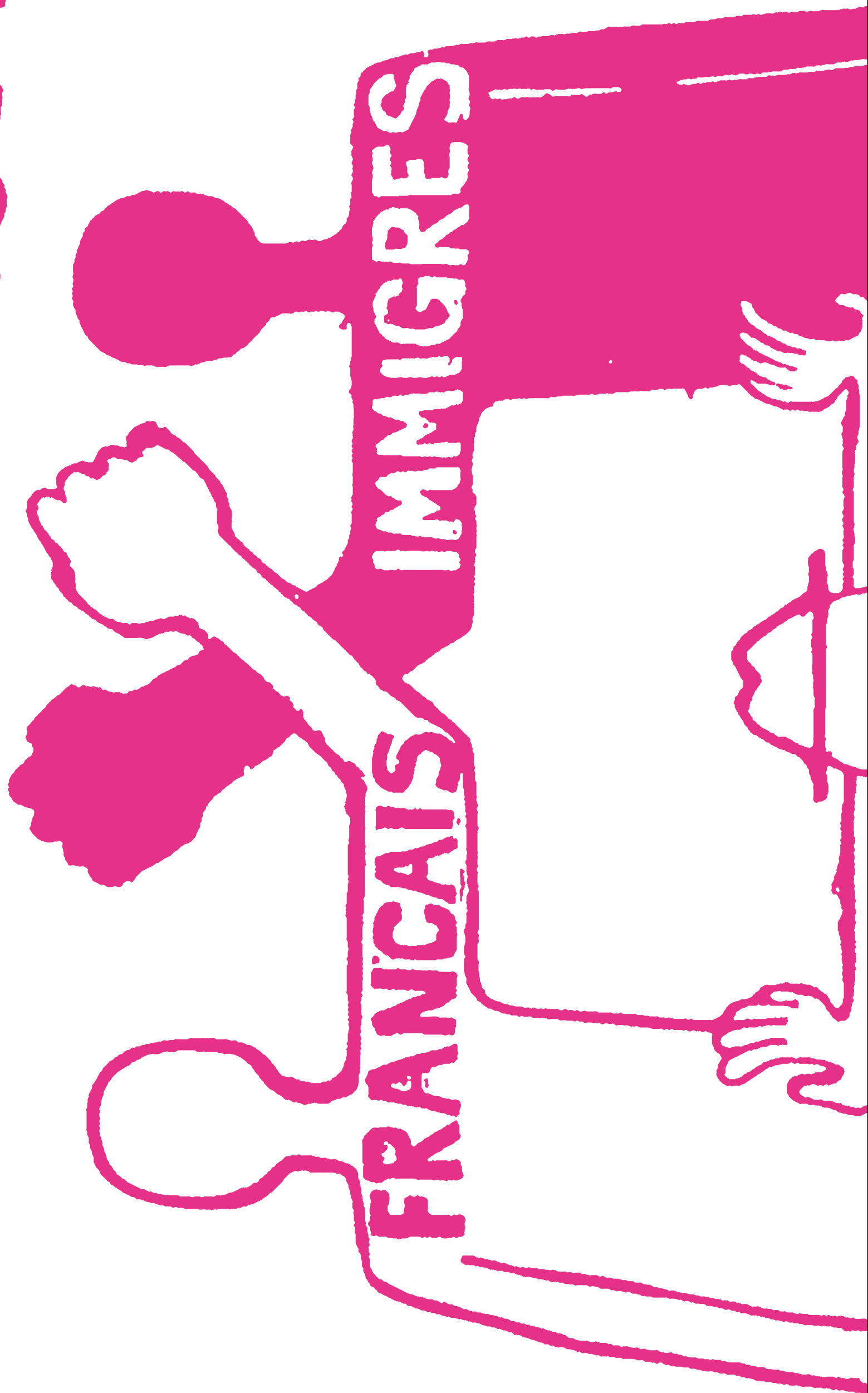
Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



EUROPE
RÉVOLTE!

TRAVAILLEURS



expressions **Solidaires**

Ce 4 pages propose des informations à travailler et une affiche à diffuser pour la réflexion et l'action.

Briser la finance, pas les peuples !

La crise économique et financière de 2008 n'en finit pas de produire ses effets dans les principaux pays développés. L'Union européenne, à la solde des marchés financiers, veut imposer une politique d'austérité généralisée pour réduire les déficits publics. Ce sont les Etats qui ont créé ces déficits à coups de réduction d'impôts et de cotisations pour les entreprises et les particuliers les plus aisé-e-s. Ils ont creusé ces déficits en rachetant les énormes dettes privées et veulent maintenant les faire payer aux populations. Les gouvernements européens persistent dans leur politique au profit des banques et au détriment des peuples. **C'est une politique injuste socialement et absurde économiquement, porteuse d'une logique dépressive.**

Les revendications des mobilisations de 2009 et 2010 sont plus que jamais d'actualité. Le gouvernement Sarkozy veut inscrire dans la constitution « la règle d'or » du pacte euro-plus qui oblige à respecter les règles budgétaires européennes, l'obligation fondement des politiques d'austérité. Les dernières attaques contre les bénéficiaires du RSA, le niveau des pensions de retraite, les services publics, ne sont que les prémices de prochaines mesures anti sociales.

La persistance d'un taux de chômage élevé, de la précarité, et de la pauvreté, enfonce toujours plus de personnes dans la misère pendant que les plus aisé-e-s continuent de s'engraisser. La grève du personnel du Samu social de Paris et les mobilisations sur le logement de cet été montrent que le seuil de l'intolérable est atteint. Le collectif « **urgence un toit** » a multiplié les initiatives pour exiger le respect et l'application des lois : l'hébergement immédiat, sans conditions, décent et durable, de toute personne à la rue, le relogement des prioritaires DALO, dans les délais, la mise à disposition ou réquisition de logements vacants, l'arrêt immédiat des expulsions sans relogement... La violence de la réaction étatique montre l'enjeu autour de ces luttes. Les associations de chômeurs/ses et de précaires appellent à une manifestation le 8 octobre. **Unissons nos forces pour refuser de payer une crise dont nous ne sommes pas responsables !**

Les organisations syndicales ont pour responsabilité de construire et organiser une riposte à la hauteur des crimes sociaux que les gouvernements, les institutions internationales, les marchés financiers et les patronats, sont en train de perpétrer.

L'exigence du partage des richesses, remettant en cause celui actuellement exercé entre salaires et profits, et fondée sur le droit effectif à l'emploi par une réduction de travail avec embauches correspondantes et un nouveau statut du salarié, sur une réforme fiscale radicale, et sur le développement des services publics, est une réponse alternative légitime.

Un audit citoyen de la dette pour déterminer la partie illégitime qu'il convient d'annuler, la socialisation du système bancaire et un large débat autour de celle des secteurs clés de l'économie, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, en articulant impératifs écologiques et garanties sociales pour les salarié-e-s, sont les axes que doivent porter avec détermination les mobilisations nationales et européennes à venir.

Solidaires propose une mobilisation interprofessionnelle dans la durée pour casser la spirale infernale de l'austérité. Celle-ci doit se mener, notamment, contre les conséquences concrètes de la lutte des classes menée par les plus riches : pour les salaires, le droit au logement pour toutes et tous, etc.

Paris, le 25 août 2011

Motion d'actualité adoptée lors du 5^e Congrès Solidaires

Le 20 octobre, pour reconquérir les services publics !

Le 20 octobre prochain se dérouleront les premières élections aux Comités Techniques dans la Fonction Publique. Initialement elles devaient concerner les 5,2 millions d'agents titulaires et non titulaires des trois versants de la Fonction Publique. Seuls l'État et l'Hospitalière seront concernés pour ce 1^{er} scrutin, les employeurs territoriaux s'étant opposés au renouvellement des Comités Techniques dans les collectivités territoriales. Les agents territoriaux ne seront concernés qu'en 2014. Près de 3 millions d'agents seront donc amenés à élire en 2011 leurs représentants dans ces instances.

C'est un enjeu important pour chaque organisation membre de Solidaires de mesurer son audience, l'adhésion à sa conception de l'action syndicale, de ses revendications et de ses choix stratégiques.

C'est un enjeu pour Solidaires Fonction Publique de confirmer et d'amplifier sa présence au sein du nouveau Conseil commun de la Fonction Publique.

C'est pour notre Union syndicale Solidaires, un enjeu pour le renforcement de notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Après les élections aux prud'hommes en 2008 où nous avons progressé de plus de 2,31 points, c'est au tour de la Fonction Publique de renforcer notre implantation dans le public comme dans le privé. Progresser à ces élections ancrera durablement notre

organisation dans le paysage syndical à l'heure où le gouvernement tente d'imposer par la loi une recomposition syndicale.

Pour l'Union interprofessionnelle Solidaires, ses syndicats, ses fédérations, ses structures locales, pour Solidaires Fonction Publique, ces élections revêtent donc la même attention et la même implication que pour les élections prud'homales. D'autant plus qu'en parallèle, la réforme en cours sur les moyens syndicaux dans la fonction publique prévoit une remise en cause majeure et dangereuse des droits et moyens syndicaux en cas de non représentativité au Comité Technique.

Les conséquences de la Révision Générale des Politiques Publiques, visant à restructurer les services publics pour supprimer encore plus d'emplois de fonctionnaires, et de son corollaire la Réorganisation Administrative et Territoriale de l'État ont profondément modifié les périmètres des collèges électoraux. Quant à l'hospitalière, la Loi Bachelot (HPST) accélère la fermeture des structures de proximité et les regroupements des hôpitaux et Etablissements Médico-Sociaux.

C'est dans ce contexte que le dépôt des listes se déroule. Pour recueillir des voix qui mesureront notre représentativité, notre objectif est de déposer des listes dans l'ensemble des Comités Techniques mais également

dans les Commissions Administratives Paritaires parce qu'il s'agit de deux aspects complémentaires de notre action syndicale. Si, lors des précédentes élections professionnelles, certaines organisations syndicales au sein de notre Union ne rencontraient pas de difficultés particulières pour déposer des listes, l'élargissement du collège électoral complique la donne. Pour Solidaires, l'ensemble de nos syndicats, conscients des enjeux, conjuguent leurs forces pour atteindre cet objectif et nous permettre de déposer partout un maximum de listes complètes aux CT de proximité comme aux CT Ministériels.

Pour la première fois tous les syndicats de Solidaires peuvent se présenter partout sans avoir à faire la preuve de leur représentativité. Ce sont les salariés, comme nous le revendiquons, qui par leur vote détermineront désormais l'audience de chaque syndicat. C'est une avancée pour la démocratie sociale.

Déposer des listes aux CT, pour mesurer notre audience et l'écho auprès des agents de notre discours, de nos analyses et de nos revendications, c'est se donner les moyens du rapport de forces et le traduire en voix.

Si, à compter d'octobre la représentativité sera désormais assise sur le résultat obtenu aux élections aux Comités Techniques, lieux compétents pour aborder l'organisation des services, alors que jusqu'alors elle l'était sur les résultats aux élections aux Commissions Administratives

Paritaires pour les titulaires et aux Commissions Consultatives Paritaires pour les contractuels, ces dernières, qui se dérouleront le même jour, n'en conservent pas moins toute leur importance. En effet, c'est dans celles-ci que la défense collective et individuelle des agents continuera d'être assurée.

A l'heure où le service public est attaqué et son rôle de cohésion sociale remis en cause, « gagner les élections » signifie « gagner pour le service public », ses missions, ses agents et ses usagers. Après le conflit sur les retraites, gagner pour le service public, ses agents et ses usagers, c'est gagner pour tous. C'est affirmer qu'un autre modèle de société est possible, un modèle qui n'oppose pas artificiellement les salariés du public et du privé en stigmatisant de pseudo-privileges. C'est également renforcer, par les luttes des agents du service public, les luttes de l'ensemble du monde du travail.

Les résultats engrangés doivent permettre à Solidaires, tant au niveau interprofessionnel qu'au sein de la Fonction Publique, d'être définitivement un interlocuteur inévitable et une force syndicale combative et unitaire incontournable. C'est un moyen de peser efficacement sur les choix et les orientations tant de l'intersyndicale interprofessionnelle que de l'intersyndicale Fonction Publique. C'est là le moyen de confirmer et de renforcer Solidaires pour défendre les agents, leurs missions et le service public, ainsi que d'ouvrir à la convergence entre salariés du privé et du public.

Image: Thierry Solis

SOLIDAIRES Fonction publique... dans l'action !

STOPPER les suppressions d'emplois

Les suppressions d'emplois n'ont aucun fondement, elles sont purement dogmatiques. L'accumulation du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, voire de deux sur trois, cause des dégâts et met en péril les missions publiques et les agents eux-mêmes.

Solidaires Fonction publique avec tous ses syndicats et toutes ses fédérations, continuera d'agir...

Pour arrêter les suppressions d'emplois publics alors que le chômage et la précarité ne cessent d'augmenter

Pour que l'Etat et les établissements publics de santé cessent de recourir aux emplois de contractuels/les et assurent la titularisation immédiate des agents non titulaires recrutés sur des besoins permanents

Pour que la loi sur les parcours professionnels et ses dispositions visant à instaurer un licenciement déguisé des fonctionnaires et une mobilité forcée soit abrogée.

DEFENDRE et RENFORCER les missions de service public

La crise qui secoue les économies mondiales, et celle de notre pays, montre à quel point les missions de services publics sont utiles et nécessaires. Elle montre également que le service public devrait jouer un rôle essentiel d'amortisseur social et économique. Cette crise sert aussi de prétexte à l'accélération des réformes et réorganisations régressives en tous genres pour les services de l'Etat, de l'hospitalière et des collectivités territoriales.

Solidaires Fonction publique avec tous ses syndicats et toutes ses fédérations, continuera d'agir...

Pour l'abandon de la politique caractérisée par la RGPP qui organise le repli de l'action publique

Pour l'abandon de la politique caractérisée par la loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoire) qui lamine les services sanitaires et sociaux

Pour l'abandon de toutes les réformes des Collectivités Territoriales portant atteinte aux services publics locaux

Pour l'arrêt immédiat des conventions de Communauté Hospitalière de Territoire qui, du fait des délégations ou transferts de compétences entre les établissements, menacent les activités et les personnels hospitaliers

Pour que toutes les missions, assurées par des fonctionnaires ou des vacataires recrutés sur des besoins permanents, dans les trois versants de la Fonction publique, restent des missions de service public qui ne doivent donc pas être externalisées

Pour que les services publics soient accessibles à toutes les populations, sur tout le territoire : il faut, à cet effet, un maillage territorial renforcé... qui implique nécessairement un arrêt des concentrations ou fermetures de sites, des transferts et délégations d'activités

Pour un recensement des besoins de la population et la création des Services publics nécessaires à la satisfaction de ces besoins.

AMELIORER les conditions de travail

RGPP, suppressions d'emplois, multiplication des réformes et restructurations impliquant des conséquences organisationnelles et matérielles néfastes, pilotage managérial déshumanisé, mise sous pression des agents... entraînent une dégradation continue et sans précédent des conditions de vie au travail.

Solidaires Fonction publique avec tous ses syndicats et toutes ses fédérations, continuera d'agir...

Pour que le management et la gestion par les indicateurs statistiques cessent de dégrader la qualité et l'efficacité des missions. Pour revenir aux véritables enjeux : c'est le travail qui nourrit la statistique et non l'inverse...

Pour le respect des heures et journées de repos, notamment dans l'hospitalière

Pour que le soutien technique de l'encadrement redevenue une priorité

Pour une amélioration de l'organisation du travail, qu'il s'agisse de l'environnement matériel ou fonctionnel

Pour le respect, de la part de l'administration, de la prévention de tous les risques

Pour stopper l'improvisation et la précipitation dans toutes les réorganisations de services et les concentrations d'établissements de santé

Pour le renforcement des moyens attribués au CDAS et CHSCT

Solidaires Fonction publique, tous ses syndicats et toutes ses fédérations, continueront de mener un combat global pour redonner du sens aux missions et pour améliorer les conditions de vie au travail des femmes et des hommes qui les exercent.

Solidaires Fonction publique, tous ses syndicats et toutes ses fédérations, élaboreront l'ensemble de leurs revendications en partant de la défense et de la promotion des missions de services public, des conditions de travail, des moyens, notamment en emplois, des carrières et des règles de gestion. Dans un contexte de crise du système et d'attaques tous azimuts, il est toujours et plus que jamais nécessaire d'opposer, dans l'unité, de véritables alternatives aux politiques libérales. Solidaires, tous ses syndicats et toutes ses fédérations, au niveau de la Fonction publique mais aussi de l'interprofessionnel, y contribueront par leurs réflexions et leurs actions.

SOLIDAIRES ...

La force de tous les fonctionnaires et contractuels/elles de la Fonction publique et de ses établissements publics !

Le 20 octobre 2011

**Vous allez VOTER pour élire vos représentant-e-s
qui vous défendent individuellement**

À l'État (FPE)	À l'Hospitalière (FPH)
- Dans les Commissions Administratives Paritaires (nationales et locales)	- Dans les Commissions Administratives Paritaires (locales ou départementales)
- Dans les Commissions Consultatives Paritaires (nationales ou locales)	

Comme lors des élections précédentes, vous choisirez vos représentant-e-s parmi des listes de candidat-e-s présentées par des organisations syndicales représentatives au regard de la loi, dont Solidaires Fonction publique

et toutes les fédérations ou syndicats qui y sont affiliés.

Comme lors des précédents scrutins, les candidat-e-s seront inscrits dans les Commissions par catégorie, par corps et par grade.

**Mais vous allez aussi VOTER pour élire
vos représentant-e-s qui vous défendent collectivement**

À l'État (FPE)	À l'Hospitalière (FPH)
- Dans les Comités Techniques de Proximité (ex CTPD, CTPL, CTPS)	- Dans les Comités Techniques d'Etablissement - locaux
- Au Comité Technique Ministériel (ex CTPM)	

Grande nouveauté à l'ÉTAT, puis-que jusqu'à présent, les organisations syndicales désignaient les militantes et les militants qui les représentaient dans ces instances. Pour ce scrutin vous aurez donc, toutes et tous, à choisir vos représentant-e-s parmi des LISTES de candidats présentées par les organisations syndicales représentatives au regard de la loi, dont tous les syndicats et toutes les fédérations affiliés à Solidaires Fonction publique. Autres nouveautés : ce ne sont plus les résultats des scrutins en CAP mais les résultats des différents scrutins en CT pour l'État et en CTE pour l'hospitalière, organisés le même jour, ce 20 octobre 2011, qui permettront

de fixer la représentativité syndicale locale et nationale. L'agrégation de ces résultats permettra également de déterminer la représentativité syndicale aux Conseils Supérieurs de la Fonction publique d'État et Hospitalière et au Conseil Supérieur Commun.

Le scrutin du 20 octobre sera donc bien un scrutin local aux résonnances et aux conséquences à la fois locales, nationales, directionnelles, ministérielles et Fonction publique. Il est donc primordial, quel que soit le choix que vous ferez, d'aller voter. Le taux de participation est en effet un des éléments qui fondent la légitimité des organisations syndicales.

Le matériel des élections de Solidaires Fonction Publique...

Site de Solidaires Fonction publique
<http://www.solidaires.org/rubrique375.html>

Motion d'actualité 5^e congrès Solidaires
« Pour reconquérir les services publics » :
<http://www.solidaires.org/article36618.html>

Quatre pages d'avril 2011 : « Contre la précarisation galopante, pour l'emploi et le statut de titulaire » : <http://www.solidaires.org/article36040.html>

... à votre disposition

Quatre pages de mai 2011 : « Et nos revendications en terme de pouvoir d'achat ? Carrières et rémunérations les agents publics dans l'œil du cyclone » : <http://www.solidaires.org/article36392.html>

Quatre pages de juin 2011 : « Pour une action sociale digne de ce nom » : <http://www.solidaires.org/article36568.html>

Quatre pages à paraître en août : « conditions de travail »

Quatre pages à paraître en septembre : « Solidaires dans les actions passées et à venir »

Affiches et autocollants pour la campagne Solidaires FP : <http://www.solidaires.org/article36395.html>

5^e Congrès national de Solidaires

Une cohésion réaffirmée au service d'un syndicalisme de luttes



Photo Willi Ingeik and Peter Bach - In Germany

Le Bureau national du 7 juillet a permis de tirer un premier bilan du congrès de notre Union syndicale qui s'est déroulé du 6 au 10 juin à Villefranche-sur-Saône. Même si ce point doit être complété lors du Comité national d'octobre en présence des Solidaires locaux, un certain nombre d'éléments peuvent d'ores et déjà être mis en avant.

Ce 5^e congrès a réuni près de 300 congressistes dont nous connaissons prochainement mieux « le profil » grâce au dépouillement du questionnaire sociologique rempli par plus de 90 % des présent-e-s. Le nombre de structures représentées s'avère quasi équivalent à celui de notre précédent congrès en 2008, 36 organisations nationales (sur 51 recensées) et 51 Solidaires locaux (sur 94 recensés).

Le Bureau national a unanimement salué les camarades de Solidaires 69 pour la qualité d'organisation de ce congrès qui a témoigné d'une très forte synergie au sein de notre Union syndicale. Le rapport d'activité présenté par le Secrétariat national sortant a été validé par 93 % des mandats et les six résolutions d'orientation ont été adoptées à plus de 90%.

Les organisations nationales ont apprécié ce congrès et souligné certains éléments : le travail des commissions, l'esprit consensuel, l'aspect formateur, l'ouverture aux mouvements sociaux, la place des délégations internationales... Un certain nombre de points restent à améliorer : la méconnaissance par certains congressistes de notre mode fonctionnement en congrès, le volume important des textes proposés, les difficultés d'appréhension collective de ceux-ci, le rôle des plénières, les modalités de vote des amendements...

Un Secrétariat national de dix membres, pour partie renouvelé, avec 40% de femmes, a été élu. Sa situation reste cependant tendue avec un nombre restreint d'arrivant-e-s qui ne pallie pas les départs prévus. Les discussions avec les organisations membres, notamment celles ayant fait des annonces en la matière pour le court/moyen terme, vont se poursuivre afin de favoriser au plus vite son indispensable renforcement.

L'ensemble des éléments adoptés lors de ce congrès (rapport d'activité, résolutions, statuts, motions, déclaration, composition du Secrétariat national) fera l'objet d'une brochure, dont chaque adhérent-e pourra prochainement disposer. Ces éléments sont d'ores et déjà disponibles sur le site de Solidaires : <http://www.solidaires.org/rubrique376.html>.

Les principaux points (mandats, priorités, enjeux...) mis en exergue dans ces textes feront l'objet d'un plan de travail pour les trois ans à venir. Sans attendre celui-ci, la déclaration adoptée par le 5^e congrès définit nos principales priorités pour les mois à venir :

- La construction de mouvements unitaires, pour gagner sur le dossier « aide à l'autonomie », pour la défense et l'amélioration des services publics.
- La poursuite de nos campagnes nationales, pour les salaires, les minima sociaux et les pensions, l'emploi, la santé et les conditions de travail, les droits égaux pour toutes et tous.

- Le contre-sommet à l'occasion du G20 en octobre 2011, pour réaffirmer notre opposition à la mondialisation néolibérale, et notre volonté de solidarité entre les peuples.

- Les élections dans la Fonction publique à l'automne 2011, celles dans les Très Petites Entreprises en 2012, seront des moments importants pour marquer le développement du syndicalisme de luttes.

Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles.

Sénèque

infos solidaires

Contre le Chômage, la précarité, l'austérité

La persistance d'un chômage de masse, qui touche particulièrement les jeunes, les femmes et les plus de 50 ans, et les politiques européennes d'austérité au profit des marchés, sont de plus en plus insupportables. Il faut recréer le rapport de forces pour imposer des choix économiques et sociaux fondés sur une autre répartition des richesses et la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux. Solidaires, avec le MNCP, AC !, l'APES, la CGT Chômeurs, Génération précaire, l'Appel et la Pioche et le Collectif des précaires et du pissenlit, avec l'appui d'Actu chômage, appellent tous les chômeurs/euses, précaires, salarié-e-s et retraité-e-s, tous les syndicats et les grandes organisations associatives à se mobiliser le samedi 8 octobre, à Paris, pour une manifestation « Contre le chômage et les précarités ».

Solidaires et les Très Petites Entreprises

Dans un an auront lieu des élections pour juger la représentativité de chaque organisation syndicale dans les TPE. Solidaires a dénoncé les conditions d'organisation : vote électronique uniquement, élection sur sigle sans liste de candidat-e, aucun mandat lié et donc pas d'amélioration de la représentation directe des salarié-e-s. Cette élection est l'occasion de faire connaître notre Union syndicale à des millions de salarié-e-s que nous ne touchons pas habituellement. Dès maintenant, les Solidaires locaux établissent des plans de travail pour organiser des diffusions de tracts, des tournées dans les zones de concentration de TPE. Chaque adhérent-e Solidaires a sa place dans cette campagne nationale pour faire progresser notre syndicalisme !



Photo Willi Ingeik and Peter Bach - In Germany

L'international... entre deux congrès

La participation de nombreuses délégations internationales est un des faits marquants de notre récent congrès. Il s'agit maintenant de poursuivre et amplifier le travail qui a, notamment, permis cette présence nombreuse, diverse et appréciée. La commission internationale de Solidaires se réunit tous les deux mois : elle est ouverte à toutes les organisations membres. Le bulletin mensuel *Solidaires internationale* est destiné à chaque adhérent-e. Contactez votre syndicat pour le recevoir.

La passion de l'autogestion

L'Association Autogestion, créée en juin 2011, regroupant des militant-e-s associatifs, syndicalistes et politiques, a pour ambition de réactiver la réflexion et l'éducation populaire sur la thématique de l'autogestion, de conserver et réactiver la mémoire des débats et des luttes autogestionnaires, de mutualiser les expériences, et d'appuyer les campagnes nationales et internationales de solidarité, dans la perspective de redonner sens à tout projet émancipateur radical. Contact : Association Autogestion, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris - autogestion@googlegroups.com.



Photo Willi Ingeik and Peter Bach - In Germany

Expressions solidaires

Journal édité par l'Union syndicale Solidaires
Redaction : 144 bd de la Villette
75019 Paris

Tel : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org

Directrice de publication : Annick Coupé

N° CPPAP : 1 008 5 05397

ISSN : 2114-236X

Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93)

IMPRIM'VERT®

Graphisme : Atelier du bonjour



www.egalite-infos.fr



Photo DR

3 questions à :

Caroline Flepp

Directrice de publication du site EGALITE-Infos

1 – Pouvez-vous nous présenter le site EGALITE-Infos ?

Le site EGALITE est en ligne depuis septembre 2010. Le projet est parti d'un constat récurrent : la sous représentation des femmes dans les médias. La dernière étude du projet mondial d'Observatoire des médias le démontre, s'il en était encore besoin. Cette étude, qui implique 108 pays, porte sur la représentation des hommes et des femmes dans les médias d'informations. Réalisée fin 2009, elle montre qu'en France les femmes n'apparaissent que dans 27 % des nouvelles. A la télévision, 35 % des nouvelles mentionnent des femmes, à la radio 29 % mettent en scène des femmes et dans la presse écrite, c'est encore moins puisque l'on descend à 21 %. Les médias construisent un miroir où la place des femmes, leur rôle, leur implication professionnelle et leurs possibilités d'évolution sont faussés.

EGALITE est un média, original, qui suit l'actualité sous l'angle du genre et l'actualité des femmes. Son équipe est composée de femmes et d'hommes journalistes, pour la plupart, mais également d'universitaires et de

personnes engagées dans le secteur associatif, de générations et de cultures différentes. Elles/ils vivent à Paris, en régions ainsi qu'en Afrique, Amérique latine, Asie et Europe.

EGALITE informe de façon à rétablir l'équilibre entre les femmes et les hommes dans l'information. En intégrant l'analyse de femmes et d'hommes, il donne une dimension nouvelle à l'information. Ainsi, portée par deux voix, l'information participe à une meilleure connaissance et compréhension des enjeux de l'égalité de genre. L'objet principal d'EGALITE est de sensibiliser un large public aux questions concernant les discriminations que les femmes subissent dans tous les secteurs et à l'égalité entre les femmes et les hommes en France et dans le monde.

2 – Traitez-vous en priorité certains sujets ?

Comme les autres médias généralistes, nous traitons tous les sujets. Nous suivons l'actualité mais nous traitons également de nombreux sujets ignorés par les autres médias, comme les hommes qui ne vont pas voir les prostituées, le Service des droits des femmes qui se meurt faute de moyens, l'IVG et les hommes, le foot au féminin, etc. Un de nos premiers dossiers portait sur les retraites.

Notre dernier dossier traitait de la mixité professionnelle, nous y avons parlé, non seulement des femmes qui investissent les métiers du BTP, mais également des hommes qui travaillent dans les crèches ou sont sages-femmes. Cependant, nous avons l'objectif d'aborder, encore plus que nous ne l'avons fait jusqu'à aujourd'hui, les questions

concernant l'égalité professionnelle, un enjeu majeur pour toutes les femmes et qui bien évidemment concerne aussi les hommes.

Nous avons aussi une rubrique débats pour donner la parole à des associations, à des chercheur-e-s travaillant sur les femmes et le genre, à des politiques, à des syndicalistes... à tous celles et ceux qui ont une parole peu ou pas médiatisée.

3 – En quoi ce site peut être utile pour le syndicalisme ?

Parmi les sujets peu traités par les médias généralistes, il y a les luttes syndicales et en particulier les luttes des femmes. EGALITE a la volonté de mettre en lumière les luttes de terrain que mènent les femmes dans tous les secteurs professionnels. Au niveau international, nous sommes en contact avec la Confédération européenne des syndicats et la Confédération syndicale internationale et nous avons publié des articles concernant leur travail et campagnes en direction des travailleuses. Nous allons prochainement mener une enquête sur les femmes syndicalistes en Egypte, Jordanie et Tunisie.

En France, nous aimerions que les adhérent-e-s de Solidaires nous fassent remonter des informations concernant leurs luttes sur le terrain. Nous voudrions parler de l'engagement des femmes dans Solidaires, de leurs luttes pour l'amélioration de leurs conditions de travail et pour une meilleure prise en compte de leurs demandes au sein du syndicat ainsi que de celles et ceux qui s'impliquent pour promouvoir la place des femmes. C'est donc un appel afin que vous nous transmettiez vos informations, réflexions, propositions !

Une nouvelle étape positive contre le blocus de Gaza

La campagne française « Un bateau pour Gaza » constitue un événement sans précédent dans l'histoire déjà longue de la solidarité avec les Palestiniens dans notre pays. Largement rassembleuse, elle a réuni des forces citoyennes d'opinions diverses et de toutes générations. Elle a bénéficié du soutien de personnalités, d'organisations (dont Solidaires), d'élus français et européens, de collectivités territoriales, bien au-delà de celles et ceux qui se mobilisent habituellement dans les actions en faveur de la Palestine.

Pendant plusieurs mois, des collectifs locaux se sont impliqués avec détermination dans des initiatives de proximité qui ont permis à la campagne française d'engager

deux bateaux, le « Louise Michel » et « Le Dignité-Al Karama », dans la Flottille internationale.

Celle-ci a du faire face à une stratégie du gouvernement israélien visant à étendre le blocus de Gaza à l'ensemble de la Méditerranée. Le gouvernement grec a mis en œuvre, pour le compte du gouvernement israélien, un inimaginable blocus des bateaux de la Flottille dans ses ports, violant ainsi ouvertement et froidement le droit de libre circulation et la Convention des droits de la mer. Harcèlement administratif et sabotage ont neutralisé les bateaux et ont permis au gouvernement israélien d'annoncer avec « fierté », le 4 juillet, que la Flottille internationale était morte... Quelques jours

plus tard, le blocus se déployait également dans les aéroports européens en bénéficiant des mêmes complicités.

Cependant, le « Dignité-Al Karama » a réussi à prendre la mer avec à son bord des militant-e-s internationaux et français. Pendant deux semaines, ce « petit Poucet des mers », symbole de la Campagne française et de la Flottille internationale, a tracé sa route vers Gaza, porteur de la solidarité internationale contre le blocus. Le gouvernement israélien a mobilisé des moyens considérables et totalement disproportionnés pour l'arraisonner le 19 juillet, en toute illégalité, dans les eaux internationales. La campagne a eu un impact médiatique fort et international. Malgré l'arsenal politique, médiatique

et militaire déployé par le gouvernement israélien, l'épopée du « Dignité-Al Karama » a clairement démontré à la face du monde que la légitimité était du côté de ceux et celles qui s'engagent contre ce blocus et non pas du côté du gouvernement israélien.

La Campagne « Un bateau français pour Gaza » va poursuivre son travail et son engagement citoyen, en lien avec la Flottille internationale. Elle appelle à rester mobilisés et à prendre de nouvelles initiatives.

Pour toute information, voir le site :
www.unbateaupourgaza.fr